L'Anarcho-syndicaliste n°161
novembre 2011
Union des Anarcho-Syndicalistes

L'ARROSEUR ARROSÉ ...

Les élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu dans la Fonction publique (et qui ne sont pas tout à fait terminées puisque les fonctionnaires du ministère de la justice votent le 22 novembre) se sont déroulées dans un contexte très particulier.

En effet, les dites élections étaient placées sous le signe des accords de Bercy (signés par la CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA, Solidaires et la CGC) relatifs à la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique et qui avaient pour objectif de fonder la représentativité syndicale sur l'élection.

Nous ne reviendrons pas en détails sur cet accord inique, qu'il nous soit permis simplement de préciser qu'il n'avait d'autres buts que de remettre en cause la liberté syndicale et de promouvoir le syndicalisme d'accompagnement incarné par la CGT, la CFDT et la FSU. Dans cette optique, la CGT-FO devait rentrer dans le rang (celui de « l'intersyndicale » institutionnalisée) ou disparaître.

Les Cassandre prévoyaient la Bérézina pour la CGT-FO qui, à les entendre, paierait ainsi son refus de l'unité, son isolement. Et bien c'est tout l'inverse qui s'est produit. Malgré une orientation plus qu'ambiguë de la FGF-FO (Fédération Générale des Fonctionnaires) qui n'est malheureusement pas indifférente aux sirènes du dialogue social, le combat des syndicats de base contre la destruction du secteur public, notamment par le biais de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et le travail quotidien des militants sur le terrain, ont permis de faire progresser la CGT-FO à ces élections. Les résultats pour la Fonction publique de l'Etat sont les suivants:

FO	18,0%	+2,6%	CGT	15,7%	+0,5%	FGAF	1,4%	+1,4%
CFDT	13,0%	+1,7%	FSU	18,5%	-2,1%	Divers	2,4%	4,1%
CFTC	1,9%	-0,3%	SUD	8,6%	-1%			
CGC	5,8%	+1,2%	UNSA	14,9%	+0,3%			

Notons, qu'à l'issue du scrutin au ministère de la justice, la CGT-FO pourrait passer en tête devant la FSU. Que le syndicalisme confédéré supplante le syndicalisme autonome serait une excellente nouvelle.

Dans l'Education nationale, où FO progresse de 3% et dépasse les 10% d'audience, l'organisation du vote fut des plus scandaleuses. Les accords de Bercy prévoyaient qu'il était possible d'avoir recours au vote électronique. Si ce ne fut pas le cas dans les autres ministères, à l'Education nationale, le ministre, en accord avec la FSU, a expérimenté ce vote électronique qui a eu pour principal résultat d'empêcher des dizaines de milliers de personnels de participer au vote.

Il est piquant de mentionner l'attitude de la FSU qui a promu le vote électronique et qui, au milieu des opérations de vote, s'est rendu compte que la baisse de la participation allait avoir comme conséquence de lui faire perdre un nombre substantiel de décharges syndicales. Panique à bord ! Nos pompiers pyromanes n'ont pas hésité à demander, en vain, le report des élections.

Au bout du compte, la FNEC-FP-FO (Fédération de l'Education nationale) se retrouve troisième organisation syndicale et première confédération, devant les calotins de la CFDT.

Mais il convient de ne pas s'endormir sur ses lauriers. Certes, le coup a manqué et les tenants du syndicalisme rassemblé ne sont pas parvenus, bien au contraire, à redessiner le paysage syndical selon leurs vœux. Il n'en demeure pas moins que la loi sur la représentativité syndicale doit être combattue et abrogée et que le syndicalisme libre et indépendant doit pouvoir imposer, partout, des conditions de vote démocratique, ce qui n'est absolument pas le cas avec le vote électronique expérimenté dans l'Education nationale.

Ces résultats et la confiance des agents de la Fonction publique donnent à FO une responsabilité accrue pour défendre les revendications des personnels et le statut de la Fonction publique, contre la RGPP et la politique d'austérité. N'oublions jamais qu'une telle orientation implique d'avoir le courage de dénoncer la politique d'accompagnement des réformes visant au démantèlement de la Fonction publique d'Etat que mène «l'intersyndicale permanente» au niveau national, la CES et la CSI au niveau international.

Christophe BITAUD

POURQUOI LES PARTIS DE DROITE COMME DE GAUCHE NOUS INFLIGENT-ILS L'OVERDOSE DE «LA DETTE»?

En effet, hormis l'omniprésence de ia propagande d'Etat par l'intermédiaire des médias et des «experts» de tout poil, c'est surtout le terrorisme de la pensée unique qui s'exerce dans tous les domaines de la vie sociale.

C'est ainsi, quand on voit, dans les pays de l'Union européenne, les plans d'austérité se succéder: diminution arbitraire des salaires, mise en cause de la protection sociale (retraites, santé), démantèlement des services publics, etc., et pactes sociaux, on est en droit de s'interroger sur la véritable signification de «la dette».

Est-ce qu'elle n'est pas tout simplement une entreprise, sans précédent, de remise en cause des intérêts des travailleurs, des acquis sociaux?

N'est-elle pas prétexte à mettre en place une Europe totalitaire avec une gouvernance politique autoproclamée, en symbiose avec le saint empire romain germanique?

Les événements vont vite... Dans «L'Anarcho-syndicaliste» n°159 de septembre 2011, j'écrivais: *«Dans ces conditions, l'euro maastrichtien disparaîtra dans sa forme d'origine. Car les théologiens d'Europe n'ont plus le temps de supprimer totalement la souveraineté des Etats qui la composent pour mettre en place un supra-Etat totalitaire, qui peut seul maintenir l'euro maastrichtien».*

Aujourd'hui, c'est un véritable coup de force au sein de l'UE pour imposer la dite gouvernance.

Dans ces conditions, la CES (Confédération européenne des syndicats), organisation supranationale (intersyndicale subsidiaire dont sont membres, notamment, la CGT, la CFDT et la CGT-Force Ouvrière), est par nature au service de cet Etat supranational totalitaire.

Cette monstrueuse machine à broyer les acquis de la classe ouvrière et la démocratie tout court s'apprête à imposer aux peuples, en Grèce, en Italie...des gouvernements dirigés par des technocrates, tous issus des instances de l'UE.

Depuis plusieurs décennies, on reproche à l'Union des Anarcho-Syndicalistes d'avoir une position idéologique en parlant de la construction d'un Empire européen totalitaire.

Aujourd'hui, c'est une réalité, soudaine et brutale seulement pour nos contradicteurs.

Les dépenses militaires justifiées pour maintenir l'ordre dans la périphérie européenne (lire : Empire...) qui représentent des milliards d'euros, ne sont pas soumises, elles, au remboursement de «la dette». Bien au contraire, elles sont régulièrement et considérablement augmentées, comme dernièrement en Libye. L'Empire oblige!

Quand on prend en considération le récent plan de rigueur, on constate qu'il n'y a aucune mesure susceptible d'améliorer la croissance. Mieux, toutes les mesures préconisées contribuent à la baisse de la croissance, voire à la récession.

Il ne faut donc pas s'étonner, qu'en France, tous les partis politiques de droite et de gauche reconnaissent l'existence de «la dette» alorsque la future gouvernance européenne se prépare à conférer à la Banque Centrale Européenne la responsabilité de contracter les crédits auprès des banques et investisseurs privés, pour que l'UE puisse attribuer à sa guise les prêts aux Etats nationaux. Ce faisant, BCE et nouvelle gouvernance politique européenne vont déposséder les Etats-nations de leurs prérogatives mais surtout réaffirmer leur dépendance aux capitaux financiers privés. Les partis de gauche comme de droite ne sont que les factions organisées du nouvel Empire.

Aujourd'hui plus qu'hier, le mot d'ordre «élections pièges à cons» n'a jamais été aussi approprié. En résumé, faire croire à la classe ouvrière qu'elle peut résoudre les problèmes par les élections, c'est la tromper grossièrement.

Dans cette situation, force est de constater que la classe ouvrière n'a d'autre choix que d'exercer la lutte de classe en dehors des partis politiques inféodés à la pensée unique de l'UE et aux directions des syndicats subsidiaires de la CGT et de la CFDT. Quant à la CGT-Force Ouvrière, confrontée aux turpitudes des intégristes qui essaient de se cacher sous le couvert des réformistes, la situation est encore indécise. Dans le passé, les réformistes ont su remettre les pendules à l'heure et chasser, par le mouvement de la lutte des classes, les avatars de Vichy (voir le double non à de Gaulle ou encore Maurice Labi). En conséquence, la CGT-FO demeure un enjeu majeur de la lutte des classes.

Dès lors, les militants ouvriers, dignes de ce nom, doivent condamner, sans appel, l'UE, la CES et les partis politiques affichant la servitude sans condition aux maffias financières au plan international.

Oui, il faut sortir de la CES car l'appropriation des syndicats libres et indépendants est un objectif historique, aujourd'hui, pour la classe ouvrière.

Oui à la Première Internationale où la classe ouvrière doit, à nouveau, construire un obstacle majeur aux barbares.

Bertrand KANBAN

A L’OUEST, RIEN DE NOUVEAU!

«L'exercice du pouvoir (...). L'expression s'applique au cas où un Parti socialiste quelconque se trouve par le jeu normal des institutions démocratiques dans les mêmes conditions formelles où se trouverait à sa place tout autre parti détenteur du pouvoir légal. (...) [Si] Nous sommes installés au pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, nous sommes tenus d'exercer la direction loyalement, non pas seulement par une règle de probité morale, mais parce que c'est, de toute évidence, notre intérêt collectif de Parti, l'intérêt des masses ouvrières dont nous sommes l'expression politique. (...) Nous avons donc à gérer honnêtement, loyalement, la société remise entre nos mains, c'est notre devoir de détenteurs du pouvoir. En même temps, nous sommes socialistes, et nos actes, quels qu'ils soient, tendent à la transformation sociale et par conséquent à l'aménagement et à l'amélioration qui mènent nécessairement la société capitaliste d'aujourd'hui vers le régime social de demain».

Ces phrases de Blum, datées de 1947, conservent toute leur actualité: nul doute que si Hollande devient dans quelques mois le « gérant loyal » de la société capitaliste pour la France, il s'appliquera à bien remplir ce mandat.

Il le fera dans le cadre étroit de l'Union européenne, institution gérant loyalement la société capitaliste pour une certaine Europe, à l'intérieur des barbelés posés par les agioteurs supranationaux, et avec dans les miradors: Standard & Poors, Moody's, Fitch et autres kapos de la spéculation.

Hollande a quelques chances d'accéder à la «magistrature suprême», tant Sarkozy n'a pas l'habileté d'un Chirac, condamnant la fracture sociale au printemps 1995 pour mieux imposer la rupture sociale en novembre 1995 avec un véritable hold-up sur la Sécurité sociale. Ironie: c'est le même Henri Guaino, aujourd'hui éminence grise de Sarkozy, qui inventa ce thème de campagne pour Chirac!

Hollande a d'autant plus de chances (ou de risques, c'est selon!), qu'il a le soutien des principales organisations syndicales, notamment les 3 premières confédérations : CGT, CFDT, CGTFO. Ah certes il n'y aura pas de consignes de vote explicites: la CGT a quitté en temps utile le rafiot du PCF, et la CFDT indique à qui veut l'entendre et avec le jésuitisme traditionnel qu'elle n'appellera pas à voter Sarkozy.

A la CGT-Force Ouvrière, les choses sont encore plus discrètes. Officiellement, pas de consigne de vote. Mais la proximité avec l'appareil du PS est un secret de polichinelle: les échanges sont constants entre la direction de la centrale réformiste et les hiérarques sociaux-démocrates comme Aubry par exemple. Comment pourrait-il en être autrement quand les principaux secrétaires nationaux de «la force syndicale» sont eux-mêmes membres revendiqués du PS?

Une promiscuité qui n'est pas nouvelle, certes, mais qui a visiblement pris de l'ampleur ces dernières années. Pour les uns c'est un signe d'importance, pour les autres c'est la marque d'une subordination incompatible avec la référence quasi sacrée à l'indépendance via l'antique charte d'Amiens.

Dans la confédération FO d'aujourd'hui, aucun Renard, le guesdiste qui, par sa proposition d'alliance avec la SFIO, a provoqué l'adoption en 1906 de la motion dite charte d'Amiens. Aucun «socialo» au dernier congrès FO à Montpellier pour proposer au vote depuis la tribune une alliance avec le PS, fût-il nord-pas-de-calaisien.

Mais le «général» Mailly ne fait mystère ni de son appartenance au PS, ni de son estime pour son grand-père dont un portrait décore son bureau: Henri Mailly, dit «le Jaurès des mineurs», candidat SFIO aux législatives en 1928. Pas mystère non plus de ses contacts quotidiens avec Aubry qu'il préférait (avant les primaires socialistes) à celui qu'il appelle lui aussi «Flamby». Seule l'information d'une possible candidature aux législatives dans le Pas-de-Calais face à la fille Le Pen, démentie peut-être à regret, est restée très discrète.

Et alors, dirons les bons esprits? L'appartenance politique n'est nullement incompatible avec le titre de confédéré. Soit. Mais à la condition de ne pas introduire dans l'organisation les idées qu'on professe au dehors stipulent les statuts. Or la radicalisation des éditoriaux du secrétaire général dans l'hebdomadaire confédéral au fur et à mesure de l'approche des présidentielles ne peut guère être ignoré, même s'il est prétexté par la «crise du capitalisme».

Mais à quoi bon dénoncer la «crise du système capitaliste» quand on a les deux pieds dans les confortables chaussons des institutions européennes et internationales? Quand on refuse même d'évoquer les curieuses prises de position de la CES (confédération européenne des syndicats) dont la secrétaire générale Ségol, soutenue par FO, remercie Merkel et Sarkozy de leur soutien à l'occasion du G20?

Et que dire de la «déclaration commune B20-L20»? Deux mots de décryptage: le B20, c'est «Business 20», une réunion d'organisations patronales au moment des G20, inaugurée en 2010 à Séoul. Pour le G20 2011, Sarkozy a confié l'organisation du B20 à Parisot, patronne du Medef. Le B20 prétend être la voix de «la communauté des affaires». Le L20, c'est «Labour 20», c'est-à-dire le pendant syndical du B20, mais en réalité un L19+1: les 20, moins l'Arabie Saoudite (pas de syndicats), plus la Chine (syndicat officiel).

Quand ces deux là se rapprochent, ils font des petits: une «déclaration commune» a donc couronné les efforts déployés depuis un an par Bernard Spitz, président de la *Fédération française des sociétés d'assurance*, côté patronal, et par Shanon Burrow de la CSI, côté syndical; déclaration directement parrainée par Parisot, et par Chérèque et Mailly, tandis que Thibault refusait «une vision partagée entre syndicats de salariés et patronaux sur les principaux facteurs qui permettraient une sortie de crise».

Déclaration dans laquelle on peut relever quelques morceaux de bravoure:
- «éviter qu'une proportion croissante de la population perde confiance et espoir en l'économie mondiale»,
- puis: «l'accent doit désormais être mis sur la constitution d'un environnement propice aux entreprises»,
- ou encore: «l'importance d'une approche de la protection sociale basée à la fois sur des critères démographiques et juridiques»!

Bref une déclaration d'allégeance au capitalisme mondialisé et à ses institutions où la CSI s'illustre aussi bien que la CES au niveau européen. Déclaration qui tranche avec les discours entendus dans les cénacles confédéraux, mais qui s'en offusque?

Hollande peut donc rêver à un quinquennat tranquille côté social: ce ne sont pas les sociaux-démocrates syndicaux intrigués qui lui causeront du souci. C'est bien là le problème pour une confédération se réclamant de l'indépendance: est-il encore possible qu'elle se laisse mener par un quarteron de bureaucrates socialos? Qu'en disent les UMPistes ou les trotskistes? Et les vrais réformistes? Et nous les anarchistes? Est-il souhaitable pour la classe que les intrigues habituelles, dites «compromis», permettent aux socialo-syndicaux de repiquer au jeu pour un mandat supplémentaire?

Sylvain GRANVILLE.

L'HISTOIRE SE RÉPÈTE...

Dans son ouvrage «Théorie et pratique de l'anarcho-syndicalisme» **(*)**, rédigé pendant la guerre d'Espagne, Rudolf ROCKER, anarcho-syndicaliste allemand (1873 - 1958) écrit (p.108):

«La participation à la vie politique des Etats bourgeois n'a en rien rapproché le mouvement ouvrier du socialisme; en revanche, elle a à peu près complètement annihilé le socialisme, qu'elle a en outre condamné à l'insignifiance.

Le proverbe «On périt de ce dont on se nourrit» s'est encore une fois confirmé: on a pu constater que qui mange dans l'auge de l'Etat est détruit par lui. La participation à la politique parlementaire a eu sur le mouvement ouvrier socialiste l'effet d'un poison insidieux. En plantant dans l'esprit des gens l'illusion fatale que le salut ne peut venir que d'en haut, elle a anéanti l'idée de la nécessité d'une activité socialiste constructive et, pire encore, la tendance à se prendre soi-même en mains».

L'histoire se répète. La deuxième fois, c'est la farce. A suivre...

(*)Titre du livre publié en janvier 2010, par les Editions ADEN - Préface de Noam Chomsky Traduit et présenté par Normand Baillargeon.

COMME ON S'Y RETROUVE...

Extrait de « Ouest France » du 17/11/2011: “Le gouvernement Monti a prêté serment en Italie” (suit une photographie)

Au premier plan, sur cette photo, Mario MONTI (dit «super Mario»), chef du nouveau gouvernement italien, présenté partout en Europe comme «expert», et Giorgio NAPOLITANO, président de la République.

De «l'union sacrée» vers le compromis historique: Andrea RICCARDI, fondateur de la communauté ecclésiastique Sant'Egidio, entre au gouvernement sous la présidence du vieux stalinien Giorgio NAPOLITANO et avec le soutien des syndicats y compris celui de la CGIL majoritaire (anciennement proche du PCI).

«La dette» mène à tout et... notamment à l'Europe du Vatican.

UN TRAIN PEUT EN CACHER UN AUTRE...

Dans ses prolongements, le récent plan de rigueur se garde bien d'informer les citoyens des augmentations considérables en 2012, telles que:

- La taxe foncière, qui a déjà augmenté au plan national de 21,94% de 2005 à 2010 (« Le Figaro »du 17/11/2011)....
- Les mutuelles, complémentaires de santé: + 4 à + 5%.
- Les assurances: automobile +2 à +3% et habitation +5 à+6%.
- EDF: encore + 6% (prévision 2012)
-Transports publics, etc...

La liste n'est pas exhaustive, bien au contraire.

Les effets sur les budgets vont frapper de plein fouet les salariés, les chômeurs indemnisés ou non et les retraités.

La résistance s'impose...

UN LIVRE DE RÉFÉRENCE ...

Alexandre Hébert était certainement la dernière figure du mouvement anarchiste.

Homme vrai en toutes circonstances. Il n'ignorait pas que la première des libertés, celle qui détermine toutes les autres est la liberté de penser. Indéniablement, Alexandre Hébert était un anarchiste individualiste digne de ce nom, il était un homme libre. Amant passionné de la «culture de soi-même», Alexandre Hébert se situait dans ta tradition de Fernand Pelloutier qui aimait à rappeler que «ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur».

Chapitre 8: *1957, Traité de Rome ... vers l'Europe vaticane.*

«Dernier chapitre. Alexandre Hébert avait une expression imagée et parfaitement juste pour qualifier les institutions européennes, il parlait du «saint empire romain germanique». La CEE est effectivement une entreprise totalitaire, corporatiste et cléricale que tout militant ouvrier, et au-delà tout démocrate, se doit de combattre.

Notons que si Alexandre Hébert n'était pas le seul à caractériser nettement la construction européenne, hélas il était bien isolé lorsqu'il s'agissait d'en tirer toutes les conséquences et en particulier lorsqu'il demandait que la CGT-FO quitte la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et son appendice la Confédération Européenne des Syndicats (CES), véritable cheval de Troie corporatiste au sein du mouvement syndical».

Christophe Bitaud (extrait de sa préface)

Edité en janvier 2011 par l' «Association des Groupes Fernand Pelloutier» Contact et commande : Maïté Pestel-Hébert, 19 rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé.

Prix : 15 €(frais de port inclus)

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à: ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP : 9998 28D Nantes

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication: Alexandre HEBERT
Directeur: Christophe BITAUD